

## Les travailleurs syndiqués ripostent à l'offensive des Etats capitalistes

Au Québec, les travailleurs du Front Commun s'appêtent à affronter le gouvernement québécois et sa politique de coupures dans le secteur public.

Dans son budget pour l'année 1979/80, Parizeau parle d'assainissement des finances publiques. Chaque ministère ou organisme gouvernemental devra réduire son personnel de 2½%. 7,500 emplois à supprimer. Aux travailleurs du Front commun, il n'est pas question d'accorder un salaire minimum de \$265 par semai-

ne. Au contraire. Avec le ton qu'on lui connaît, M. Parizeau appelle les travailleurs à modérer leurs appétits!

Au Canada, dans le secteur public, ce sont les postiers surtout qui, par leurs luttes, ont attiré l'attention sur les politiques de modernisation et de coupures de postes du gouvernement fédéral... de ce gouvernement qui vient d'économiser des MILLIARD\$ en coupant dans les prestations d'assurance-chômage, les allocations familiales, etc.

En France, en Angleterre, au Pérou, aux Etats-Unis, les travailleurs du secteur public comme du secteur privé ont durant ces derniers mois, multiplié les luttes qui les affrontent à l'Etat.

Pourquoi ces luttes? Quelles sont ces politiques auxquelles elles s'opposent? C'est à quoi SOLIDARITE consacre son DOSSIER à l'occasion du 1er MAI.



Fukuda, premier ministre du Japon; Carter (Etats-Unis), Callaghan (Angleterre), Trudeau... et le p'tit gars de Shawinigan; Andreotti, premier ministre d'Italie. Giscard d'Estaing, président de la France et Schmidt, chancelier de l'Allemagne de l'ouest.

L'été dernier, à Bonn, en Allemagne, ces sept hommes se sont réunis. Ils représentent le capitalisme le plus développé et le plus puissant. Capitalisme pourtant en crise: du fait des luttes victorieuses de plusieurs peuples du Tiers-Monde, des luttes des travailleurs... et aussi de la concurrence sauvage des capitalistes entre eux.

Ces sept hommes ont discuté de la façon de

sortir de la présente récession. Ils se sont entendus autour d'un **programme d'action concertée** (ils l'ont nommé ainsi) axé sur les deux pôles suivants:

1) réorganiser la production (moderniser les équipements, éliminer les vieux secteurs devenus peu rentables, augmenter la productivité des travailleurs) et la relancer sous la stimulation des grandes entreprises du Japon et de

l'Allemagne, les plus productives présentement;

2) réduire les dépenses publiques, comprimer les salaires, de manière à canaliser le maximum de revenus vers les profits et les investissements industriels: cela principalement dans les pays comme la France, l'Angleterre, l'Italie et le Canada.

**Etait ouverte une des offensives les plus puissantes et les plus systématiques que la classe capitaliste ait jamais lancée contre les travailleurs.**

### PREMIER MAI 1979.

**Jour international des travailleurs. C'est le rappel que nous poursuivons aujourd'hui contre nos capitalistes la tradition de lutte menée depuis 150 ans par la classe ouvrière pour sa libération, et cela en solidarité avec tous les travailleurs et peuples en lutte dans le monde.**

### DOSSIER

### TRAVAILLEURS SYNDIQUES CONTRE L'ETAT

page 4

**En pages centrales: l'AFFICHE CISO à utiliser le 1er mai en solidarité avec nos soeurs et frères de classe en Afrique australe**

# Nicaragua et Guatémala:

## L'AMERIQUE CENTRALE A L'HEURE DU PEUPLE

### Guatémala:

#### LE MOUVEMENT SYNDICAL FORGE L'UNITE DU PEUPLE CONTRE LA DICTATURE

Miguel Angel Albizures, dirigeant syndical du Guatémala, a dû fuir son pays à cause de la répression. Il fait ici le point sur les luttes dans son pays.

#### 1978: une année de luttes syndicales et populaires

Un fait important en 1978 fut la grève des travailleurs de l'Hydro (du Guatémala) qui affecta surtout les usines. Contrairement à d'autres grèves, celle-ci n'avait pas pour objectif des revendications économiques, mais de protester contre la répression exercée envers les travailleurs, contre le non-respect de la convention collective et contre les faveurs accordées par l'Etat aux entreprises étrangères. L'attitude des travailleurs de l'Hydro pourrait se répéter dans le futur dans des actions planifiées par le Comité national d'unité syndicale (CNUS) contre les capitalistes et le gouvernement qui violent le droit à la syndicalisation. Une grève des travailleurs de l'électricité est une arme puissante à utiliser.

#### La manifestation contre le massacre de Panzos

Le 8 juin, premier anniversaire de l'assassinat du conseiller juridique du mouvement ouvrier, Mario Lopez Larrave, on organisa une manifestation massive en hommage à sa mémoire et en guise de protestation contre le massacre de Panzos, région voisine des installa-

tions de l'INCO, où 100 paysans furent assassinés par l'armée. Au mois de juin, 100.000 personnes descendirent dans la rue: ouvriers, paysans, étudiants, intellectuels, curés, pour condamner ce massacre perpétré le 29 mai 1978, accuser l'armée et les gros propriétaires terriens et exiger du gouvernement des explications concernant l'assassinat collectif de paysans qui ne faisaient que réclamer leur droit à la terre qu'ils cultivaient depuis des années.

Il fallait être dans la manif pour constater le courage des milliers de paysans qui scandaient: "Armée sanguinaire, sors de Panzos!"... Le gouvernement avait peur, la garde du palais présidentiel fut renforcée par des unités militaires et depuis les balcons, ils ont dû entendre l'indignation d'un peuple qui ne croit plus aux déclarations officielles. Cette manifestation fit naître chez les ouvriers, les paysans et chez les autres couches populaires, une espérance, l'espérance que peu à peu approche le jour où nous pourrions vivre dans une société plus juste et humaine.

#### La répression s'accroît... et les luttes aussi

Maintenant, le mouvement syndical et populaire entreprend une nouvelle étape, ou il devra s'orienter et se défendre car les forces réactionnaires du pays vont répondre à ces mobilisations

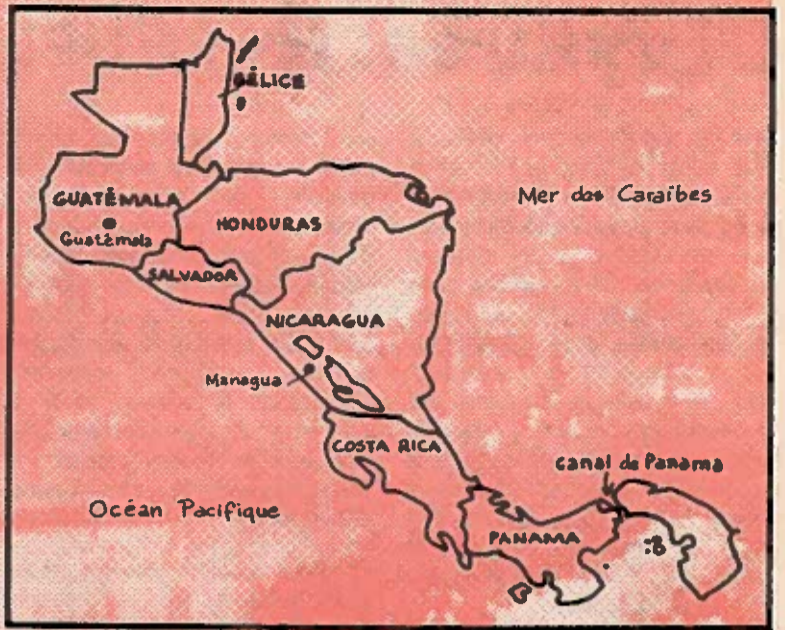
par une répression et une violence accrue, afin de freiner la combativité et de garantir le développement du capitalisme, système aliénant et exploiteur, en favorisant comme toujours les exploités étrangers.

C'est toujours le mouvement populaire qui est la cible de la répression. En ce moment, par le meurtre systématique de ses dirigeants, le gouvernement cherche à le décapiter complètement. Entre octobre et décembre derniers, plusieurs dirigeants syndicaux importants étaient assassinés. L'un était leader d'un syndicat étudiant. Un autre était militant du syndicat de la sécurité sociale et aussi leader étudiant. Un autre, dirigeants du syndicat de la COCA-COLA ainsi que le secrétaire de ce syndicat tombèrent sous les balles.

Actuellement, le secrétaire général de la CNT (Centrale nationale des travailleurs), Israël Marquez, a dû s'exiler au Costa Rica. Se sachant sur la liste noire et ayant déjà survécu à deux attentats, Marquez ne vivait plus chez lui depuis quelque temps. Un couple de ses amis qui occupaient sa maison ont été assassinés à sa place... par erreur. D'autres dirigeants encore doivent se cacher ou s'exiler, ce qui ne favorise pas l'action du mouvement populaire. C'est le cas de Miguel Angel Albizures, de la CNT et du CNUS, actuellement au Québec.

engagements se faisaient plus précis au Guatémala. Les conditions d'exploitation lui sont favorables dans ce pays: alors qu'à Sudbury, ses travailleurs sont en grève depuis 8 mois, l'INCO a obtenu que ceux du Guatémala (ils sont 750) n'aient pas le droit de se syndiquer.

Le Guatemala compte des richesses minières (nickel, pétrole) dont l'exploration et l'exploitation sont assurées par des compagnies multinationales. Parmi celles-ci, l'entreprise canadienne INCO a une place importante. C'est pour exploiter ses mines que le gouvernement a exproprié les paysans de Panzos, occasionnant le massacre de mai 1978. L'INCO a mis à pied 3.500 travailleurs en Ontario au moment où ses



### Nicaragua:

#### DE SANDINO AU FRONT SANDINISTE

1933:

Fin de l'occupation des Marines américains (1911-1933) et début de la dictature des Somoza.

1934:

Assassinat de Sandino et de 300 familles paysannes. A la tête d'une armée d'ouvriers et de paysans, Sandino avait lutté pendant 7 ans contre l'occupation américaine.

1964:

Formation du Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Au début des années '60, les luttes ouvrières et paysannes s'intensifient dans le pays en réponse à la répression féroce déclenchée en 1956, suite à l'exécution du père de l'actuel dictateur par un patriote.

1967:

Somoza fils inaugure son mandat à la présidence en assassinant 400 personnes dans Managua, la capitale.

1972:

Un tremblement de terre dévaste le pays. Le clan Somoza profitera de la "reconstruction" pour envahir le secteur de la construction et canaliser à son profit l'aide internationale.

1974:

Dans une opération commando, le FSLN prend en otages 35 personnes et ministres réunis pour un party de Noël. Il obtient la libération de 14 prisonniers politiques, une rançon d'un million de dollars et un avion pour quitter le pays. Suite à cette action, le dictateur impose la loi martiale (Loi des Mesures de guerre) qui ne sera levée que le 5 septembre 1977.

1977:

Offensive du FSLN dans le nord du pays pour souligner l'abolition de la loi martiale contre laquelle des luttes populaires avaient été menées durant 33 mois.

1978:

Janvier. Assassinat de Chamorro, directeur de journal. Démocrate libéral, il était le chef de l'opposition bourgeoise à la dictature de Somoza.

1978:

Mi-janvier. Le mouvement syndical lance le mot d'ordre de grève générale. Les 6.000 travailleurs de la construction sont les premiers à sortir. Ecartés du partage des retombées économiques de la "reconstruction du pays", les capitalistes emboîtent le pas. 80% de l'activité économique est paralysée durant un mois et demi.

1978:

Mi-août. La suspension de la grève générale ne signifie aucunement l'arrêt de la lutte. Le pays est en crise: l'économie stagne, l'opposition s'organise. Un commando du FSLN prend d'assaut le palais national et obtient en échange des membres du pseudo-parlement pris en otages, la libération de 89 prisonniers politiques, une rançon d'un demi-million de dollars et un avion pour quitter le pays.

1978:

Septembre. Insurrection générale. Réponse de la dictature: bombardements aériens (armes fournis par Israël et l'Argentine). 8.000 morts; 25.000 réfugiés dans les pays voisins.

1979:

Janvier. A l'occasion de l'anniversaire de la mort de Chamorro, 20.000 personnes descendent dans la rue et scandent des slogans contre Somoza en arborant des drapeaux du FSLN.

MAINTENANT:

La lutte continue... Grève de la faim des travailleurs de la santé, suite à la mise à pied de 2.000 d'entre eux.

